

Aux origines du mouvement ouvrier britannique

La Grande-Bretagne est souvent citée comme un modèle de flexibilité du marché du travail par les cercles patronaux et libéraux. Il est vrai que les droits des salariés y ont fortement reculé depuis le début des années 1980, sous les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher (1979-1990), John Major (1990-1997) et, plus récemment, David Cameron (depuis 2010). Mais sous Tony Blair (1997-2007) et Gordon Brown (2007-2010), les travaillistes au pouvoir ne sont pas revenus sur ces régressions. Pourtant, le parti travailliste a été créé par les trade-unions, qui continuent d'assurer son financement. C'est sur cette histoire singulière du mouvement ouvrier britannique, en particulier par les rapports entretenus entre le syndicalisme et le mouvement ouvrier politique, que nous revenons ici ⁽¹⁾.

Le caractère précoce de la classe ouvrière en Grande-Bretagne, lié à la révolution industrielle engagée alors, explique le développement des trade-unions dès la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècles, bien avant la Belgique, la France ou l'Allemagne. L'étymologie du terme anglais, *trade union*, renvoie à leur origine, au XIII^e siècle : ce sont d'abord des unions de métier (trade), issues des guildes médiévales. Alors que s'affirme la séparation entre maîtres et ouvriers, certaines d'entre elles deviennent des unions de salariés, œuvrant pour les tarifs, les salaires ou les conditions de travail. Des corporations de l'ancien régime économique, les trade-unions gardent le sens de la fraternité, les rituels et les symboles attachés au métier, ainsi que les pratiques de secours mutuel, en cas de maladie, d'accident, de décès ou de perte d'emploi.

Au XVIII^e siècle, ces syndicats (*combinations*) existent principalement parmi les ouvriers qualifiés et les artisans – chapeliers, boulangers, maçons, cordonniers, tailleurs, tisserands ou ébénistes – travaillant dans de petits ateliers. Ce sont des métiers où la mobilité est souvent une contrainte, au gré des opportunités d'emploi, mais elle est aussi constitutive de réseaux de

sociabilité. Ces ouvriers itinérants (*tramping artisans* : littéralement « les artisans qui marchent ») se rencontrent notamment dans des pubs, qui sont autant de lieux d'organisation. Entre 1717 et 1800, 383 conflits sur les salaires ou les conditions de travail ont été recensés, une estimation probablement inférieure à la réalité.

Nombre de ces luttes sont liées au recul de pratiques coutumières, cette « *économie morale* » pré-industrielle dont a parlé l'historien E. P. Thompson, avec sa dimension de justice et de réciprocité dans les relations de travail. D'autres portent sur la diffusion de techniques et de machines qui privent les hommes de labeur. Dès 1717, une proclamation royale cible précisément « *les syndicats (combinations) et les clubs illégaux* », et au moins vingt textes de loi interdisent des syndicats spécifiques entre 1720 et 1799.

1790-1850 : vers une voie révolutionnaire ?

Avec « *les deux révolutions* » (Eric Hobsbawm) – la révolution industrielle et la Révolution française – s'ouvre une période de contestation et d'instabilité qui dure, selon des modalités et des intensités variables, plus d'un demi-siècle. Au cours des années 1790, les

(1) L'auteur remercie Yann Béliard, Malcolm Chase, Iorwerth Prothero et Terry Wyke pour leur relecture critique.

autorités répriment les jacobins britanniques, organisés dans des sociétés de correspondance, puis les mutineries navales de Spithead et du Nore en 1797. Les élites redoutent que les trade-unions ne soient des foyers d'activité révolutionnaire. En 1799 et 1800, le gouvernement et le parlement accèdent ainsi à une pétition patronale demandant l'interdiction de l'ensemble des combinaisons⁽¹⁾. Cette interdiction s'inscrit aussi dans un mouvement général de suppression des quelques protections juridiques dont les ouvriers bénéficiaient, alors que le libéralisme gagne du terrain dans les élites.

Ainsi, le « *statut des artisans* » de 1563, qui donnait aux juges de paix le pouvoir de fixer les salaires et de réglementer l'apprentissage, est abrogé en 1813. C'est sans doute en réaction à cette carte blanche donnée au patronat que se produisent, entre 1811 et 1816, de nombreuses émeutes « *luddites* »⁽²⁾. Plusieurs comtés sont gagnés par ces émeutes, que les autorités répriment durement. Effective jusqu'en 1824, l'interdiction des combinaisons semble avoir échoué à enrayer leur développement, en particulier pendant les guerres avec la France (1793-1815). Nombre de trade-unions existent sous couvert de sociétés de secours mutuel (*Friendly Societies*), légales celles-ci et aux effectifs croissants.

À la suite d'une campagne menée par le tailleur de culottes londonien Francis Place (1771-1854), les trade-unions sont de nouveau autorisées en 1824. Cependant, dès 1825, ce droit est limité aux revendications portant sur les salaires et les horaires. Une série de restrictions légales pèse sur les syndicats, en particulier en cas de grève, d'« *intimidation* », de « *molestation* » et d'obstruction, voire de serment illégal et de conspiration. Et pendant un demi-siècle, la position légale des trade-unions reste fragile et soumise à l'appréciation des magistrats, souvent issus des élites foncières et industrielles.

Cela n'empêche pas qu'une série de grèves éclatent, que les trade-unions prolifèrent et que plusieurs tentatives soient faites, non seulement dans l'industrie textile, alors en plein essor, mais aussi pour constituer des regroupements nationaux. Les difficultés sont pourtant nombreuses : l'État et la justice appuient les fabricants, les transports et les communications restent lents, avant l'arrivée des chemins de fer, de la poste et du télégraphe. Le fileur de coton radical John Doherty (1797/8-1854) forme en 1829 une union des fileurs de Grande-Bretagne et d'Irlande. Puis, en 1834, l'éphémère Grande Union nationale consolidée des métiers (*Grand National Consolidated Trades' Union*, GNCTU), dont le socialiste pré-marxiste Robert Owen devint l'un des dirigeants, est souvent vue comme un épisode fondateur du trade-unionisme britannique, notamment à travers l'épisode des « *martyrs de Tolpuddle* »⁽³⁾.

Les entraves aux droits syndicaux ne sont pas les seules ; par exemple, au début des années 1830, des militants doivent batailler pour pouvoir diffuser une presse radicale, libre et non soumise à des taxes prohi-



Bannière de la Société ouvrière des ferblantiers, en 1821.

bitives. Au cours des années suivantes, les trade-unions, qui comptent peut-être une centaine de milliers de membres dans les années 1830, poursuivent leur activité, surtout parmi les ouvriers qualifiés.

La parenthèse du chartisme

Cependant, de 1838 à 1848, le chartisme absorbe en quelque sorte les trade-unionistes, qui participent nombreux à ses mobilisations. Les chartistes eux-mêmes jouent un rôle clé dans certaines grèves, comme en 1842 dans le Lancashire, le nord du Staffordshire et le Cheshire (*Plug riots*). La Charte du peuple demande le suffrage universel masculin et certains autres droits démocratiques, alors que seule une minorité privilégiée de quelque 800 000 hommes constitue la nation politique. Au-delà de ces revendications, le chartisme est un mouvement ouvrier : ses partisans sont convaincus qu'une Chambre des communes élue au suffrage universel dans un pays où quatre hommes sur cinq sont des travailleurs manuels légifèrera en leur faveur. « *Cette question du suffrage universel* », souligne le révérend chartiste Stephens, en 1838, « *était une question de couteau et de fourchette, [...] une question de pain et de fromage* ». En outre, le caractère très largement ouvrier des rangs et de la direction chartistes, surtout à partir de 1842, lui donne une dimension éminemment populaire.

Alors que les élites cultivées contestent aux classes populaires la capacité à intervenir dans l'espace politique, le charismatique dirigeant chartiste Feargus O'Connor (1794-1855) prône au contraire leur droit inaliénable à le faire. Il fédère les tendances diverses du mouvement et contribue ainsi à sa cohésion. Le chartisme est également un mouvement de masse, implanté à son apogée dans plus de six cents localités, et dont les pétitions connaissent un succès inédit : 1,28 million de signataires en 1839, puis 3,32 millions (1842) et 1,9 (1848), soit le tiers des adultes en 1842 et 3,5 fois le nombre d'électeurs aux élections parlementaires. Cela n'empêche pas la Chambre des communes de rejeter systématiquement la Charte du peuple. Il faut dire que le chartisme a des traits quelque peu révolutionnaires.

(1) Désormais, les contrevenants risquent une peine de prison.

(2) Les ouvriers tentent de préserver leur moyen de subsistance par différents modes d'action, en particulier le bris des machines qui les privent de leur emploi.

(3) Ces six ouvriers agricoles d'un petit village du Dorset furent, en 1834, une section du GNCTU pour s'opposer à la baisse de leurs salaires ; ils sont dénoncés, arrêtés, jugés en mars 1834 pour serment illégal et condamnés à sept années de déportation en Australie. Une vaste campagne publique en Grande-Bretagne conduit à leur grâce en 1836 et à leur retour triomphal l'année suivante.



DR: IHS-CGT

Daguerrotype du meeting chartiste réuni à Londres le 10 avril 1848.

En diverses occasions, ses partisans s'affrontent violemment aux forces de l'ordre, comme à Newport, au sud du pays de Galles, le 5 novembre 1839 (environ vingt morts).

Le mouvement utilise des vecteurs divers, en premier lieu la presse, alors qu'émerge une culture de l'imprimé. Il compte ainsi quelque cent vingt journaux plus ou moins durables, et son principal organe, *The Northern Star*, est le premier tirage de son époque. Les chartistes sont également actifs dans l'éducation populaire, dans des églises et dans le combat pour la tempérance. Ils publient des poèmes et chantent des hymnes. Ils fondent des communautés agraires. Le chartisme joue un rôle essentiel dans la genèse du mouvement ouvrier britannique, avant de décliner après 1848. Il constitue alors la fin d'une séquence.

Pendant plus d'un demi-siècle, le pays avait semblé sur le point de basculer dans la voie révolutionnaire : jacobinisme et mutineries des années 1790, bris de machines (*luddisme*) entre 1811 et 1816, agitation radicale et insurrectionnelle à la fin des guerres napoléoniennes entre 1815 et 1820, crise de la réforme électorale et troubles agraires (*Swing riots*) en 1830-1832, agitation contre la nouvelle loi sur les pauvres (*New Poor Law*) de 1834, chartisme à partir de 1838. Cette dimension instable, parfois très contestée, de la vie politique et sociale britannique, entre 1790 et 1850, a été ensuite oubliée, effacée, au profit du récit trompeur d'un pays stable, consensuel et uni.

1851-1888 : essor des syndicats de métier

À partir des années 1850, le pays connaît une certaine stabilisation politique. Alors que l'industrie, le commerce et les transports sont en plein essor dans ce qui est alors « l'atelier du monde », le radicalisme et la menace révolutionnaire reculent. Les ouvriers qualifiés accèdent au droit de vote en 1867 et constituent ce qu'on a appelé une « aristocratie du travail », dont le niveau de vie s'élève quelque peu. C'est dans ce contexte que se constituent, dans les années 1850 et 1860, ce que les historiens du trade-unionisme, Sidney et Beatrice Webb (1894), ont appelé les « trade-unions du nouveau modèle »⁽⁴⁾. Il s'agit de trade-unions authentiquement nationaux, basés non plus dans le Nord industriel mais

à Londres, donc à proximité des centres du pouvoir, et pourvus d'une direction nationale et d'un secrétaire à plein temps – William Allan dans le cas de l'ASE.

L'appartenance à l'ASE est réservée aux mécaniciens qualifiés et le trade-union s'assure que seuls ceux qui ont la formation requise peuvent exercer le métier : il vise au monopole syndical dans la corporation. Les cotisations sont élevées et l'ASE fournit un secours important en cas de chômage, de maladie, d'émigration ou de décès. Réformiste dans ses objectifs, elle rejette le socialisme. Elle lutte contre le travail aux pièces et les heures supplémentaires, en dernier recours par la grève, comme en 1851, quand elle est défaite. Dix ans plus tard, l'ASE est le trade-union le plus riche et le plus puissant, et il est imité par d'autres, comme la Société unifiée des charpentiers et des menuisiers, dirigée par Robert Applegarth.

Au cours des années 1860, les responsables des principaux trade-unions des grandes villes prennent l'habitude de se rencontrer chaque mois dans des *trades councils* (conseils des métiers), qui mènent des campagnes nationales et aboutissent, en 1868, à la conférence de fondation du *Trades Union Congress* (TUC), l'union des métiers, réunie chaque année à partir de 1875. Cette fédération est résolument réformiste. Si ses responsables se sont impliqués dans la lutte pour la réforme électorale en 1865-1867 et dans l'Association internationale des travailleurs (AIT), fondée en 1864, ils s'en retirent en 1871 quand le Conseil général dirigé par Karl Marx applaudit à la Commune de Paris.

Depuis 1871, le TUC s'est doté d'un comité parlementaire permanent, chargé du lobbying en direction des députés. Des changements législatifs en 1871, 1875 et 1876 mettent fin à l'incertitude de la situation légale des trade-unions : leurs fonds sont désormais protégés, ils ne sont plus passibles de conspiration criminelle et souffrent de moins de contraintes en cas de grève. Les salariés ne peuvent plus être emprisonnés pour avoir rompu un contrat (*Employers and Workmen Act 1875*). Au terme de cette phase, les trade-unions sont donc non seulement renforcés dans leurs effectifs – qui atteignent peut-être un million de membres au milieu des années 1870 –, mais ils ont également conquis une place reconnue dans l'espace public et dans les relations de travail, dans certains secteurs du moins. La *National Union of Agricultural Workers* de Joseph Arch parvient même à organiser les travailleurs agricoles.

Pourtant, cet essor est limité par plusieurs facteurs. D'une part, l'industrie britannique connaît une crise à partir de 1873, alors que la concurrence des États-Unis et de l'Allemagne s'accroît. D'autre part, les évolutions techniques sapent la position des ouvriers qualifiés, formés par des années d'apprentissage et dont le statut est mis en cause par les progrès du machinisme. Les règles des trade-unions, qui sont le plus souvent fermées aux ouvriers non-qualifiés mais dont la proportion augmente justement, freinent leur développement. Ainsi,

(4) Ce nouveau type d'organisation s'inspire de l'Amalgamated Society of Engineers (Société unifiée des mécaniciens, ASE), fondée en 1851 à partir de plusieurs associations, dirigée par William Allan (1813-1874).

les femmes, qui occupent alors peut-être un tiers des emplois salariés, mais sont en général confinées aux postes les moins qualifiés des secteurs où elles travaillent, sont tenues à l'écart des syndicats⁽⁵⁾. Certains syndicats corporatifs visent même à leur exclusion du marché du travail, au motif qu'elles sont employées pour abaisser le coût du travail et en vertu du modèle de l'« homme gagne-pain » (*male breadwinner*) auquel souscrivent de nombreux trade-unionistes.

1888-1914: le « tournant » ouvrier

Au cours du quart de siècle qui précède la Première Guerre mondiale, le mouvement syndical britannique connaît un essor spectaculaire et des transformations significatives, avec l'essor du *new unionism*, ouvert à de nouvelles catégories ouvrières, et la formation du Parti travailliste. D'abord, avec le développement de nouvelles machines semi-automatiques, la standardisation des pièces et la généralisation de l'usine au détriment de l'atelier, la main-d'œuvre est de plus en plus souvent non ou peu qualifiée, et les trade-unions dénoncent la « déqualification » (*deskilling*). S'il reste fermé à ces couches nouvelles, le mouvement trade-unioniste se condamne à la marginalisation.

Par ailleurs, au cours des années 1880 et 1890, les idées socialistes progressent en Grande-Bretagne. Bien qu'il a été le berceau de l'owénisme et le refuge de Marx, d'Engels et de nombreux socialistes du continent, le pays accuse un certain retard sur ce plan, par rapport à l'Allemagne, par exemple. Avant les années 1890, il n'existe pas de véritable parti ouvrier, et les candidats des trade-unions aux élections législatives s'allient en général au Parti libéral. À partir des années 1880, un certain nombre de groupes socialistes se forment. C'est ainsi le cas de la *Social Democratic Federation (SDF)*, fondée en 1881 par Henry Hyndman et qui, malgré la méfiance dont elle fait l'objet de la part de Marx et d'Engels, se réclame du marxisme et forme de nombreux militants. C'est également le cas de la *Socialist League (SL)* formée en 1885 par l'artiste et écrivain William Morris⁽⁶⁾. Enfin, le mineur écossais Keir Hardie fonde en 1893 l'*Independent Labour Party* (Parti travailliste indépendant, ILP), dans le contexte de l'essor du « *new unionism* ».

Le programme de l'ILP tente de marier socialisme et christianisme, les enseignements de Marx et ceux de la Bible: la tempérance, l'éducation publique et gratuite, l'interdiction du travail aux pièces et des heures supplémentaires, la sécurité sociale, l'abolition des revenus indus. Quant aux moyens nécessaires pour réaliser ce programme, ils sont laissés dans l'ombre. Mais l'ILP rencontre un succès plus important que l'ensemble des autres groupes socialistes et constitue des sections dans de nombreuses localités. Ces différents partis restent cependant minoritaires en comparaison, par exemple, avec l'essor du Parti social-démocrate allemand (SPD) issu du congrès de Gotha en 1875. Ils



Grève des dockers à Londres, en août et septembre 1889.

DR: IHS-CGT

totalisent peut-être 20 000 membres au milieu des années 1890, et défendent l'organisation de tous les travailleurs, indépendamment de la qualification et du métier. Leur existence contribue donc à l'essor de syndicats d'ouvriers non qualifiés.

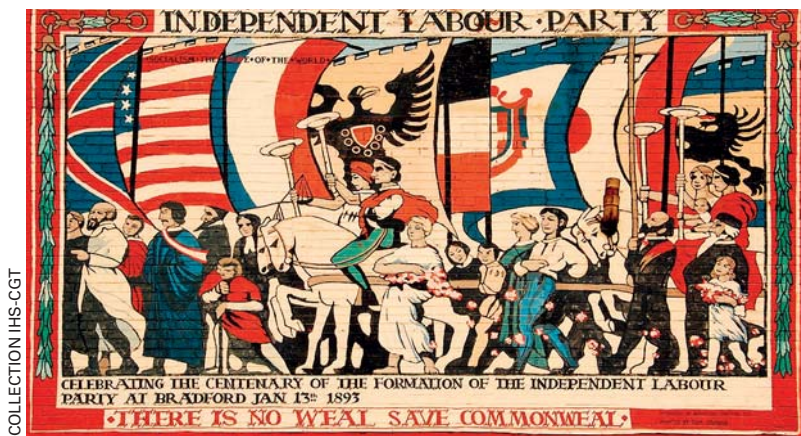
Plusieurs grèves marquent la gestation de cette nouvelle forme de trade-unionisme, dit « général », « industriel », ou « nouveau » (« *general, industrial, new unions* »), par opposition au syndicalisme de métier. On en retiendra deux, particulièrement significatifs, parmi des ouvriers qui sont pour la plupart non qualifiés. En juillet 1888, les 1 400 allumettières de Bryant and May, une usine située à l'est de Londres, se mettent en grève contre les bas salaires, la dureté du règlement intérieur et des conditions de travail. Elles gagnent sur plusieurs points, même si elles continuent par la suite de souffrir de l'empoisonnement au phosphore qui attaque leurs mâchoires. Elles forment un syndicat et l'exemple de ces jeunes ouvrières, souvent d'origine irlandaise, inspire les hommes qui travaillent dans le port et dans les industries qui lui sont attachées.

En 1889, les dockers de Londres, alors le plus grand port au monde, font quatre semaines de grève contre leur condition précaire. Payés à l'heure, ils doivent en effet chercher de l'embauche au jour le jour et sont soumis au bon vouloir des contremaîtres ou des entrepreneurs. Outre celle des allumettières, une grève victorieuse des ouvriers du gaz les incite à faire de même: 30 000 dockers cessent ainsi le travail en août et septembre 1889. Ils bénéficient d'un vaste soutien – y compris celui des dockers australiens – alors que des mécanismes de solidarité transnationale se mettent en place. Ils obtiennent une amélioration de leurs conditions de travail, une durée d'emploi d'au minimum quatre heures et constituent un syndicat « général » de 18 000 membres. En tout, ce sont 2 400 grèves qui se produisent en 1889 et 1890, pour un total de onze millions de journées de travail perdues.

C'est dans ce contexte nouveau que des syndicats anciens élargissent leur base en s'ouvrant aux ouvriers moins qualifiés (*semi-skilled, unskilled*), ou que se forment de nouveaux trade-unions. Ceux-ci prélèvent en

(5) « Les épouses doivent être à la place qui est la leur, à la maison », explique ainsi le dirigeant syndical Henry Broadhurst.

(6) La troisième fille de Marx, Eleanor « Tussy » Marx (1855-1898), participe un temps à ces deux organisations et elle joue, dans les années 1880 et 1890, un rôle important dans le développement du socialisme en Grande-Bretagne.



COLLECTION IHS-CGT

Fresque de l'Independent labour party fondé par Keir Hardie en 1893.

général des cotisations modiques, s'organisent sur la base de secteurs industriels plutôt que de métiers. Ce sont souvent des syndicats militants, qui ne rechignent pas à la lutte de classe, en un temps où une partie du patronat aimerait exclure toute activité syndicale des entreprises. Le trade-unionisme entre dans une nouvelle phase et ses effectifs augmentent de façon spectaculaire⁽⁷⁾:

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES TRADES-UNIONS						
1887	1895	1900	1910	1914	1918	1920
674 000	1,5 M	2 M	2,5 M	4,1 M	6,5 M	8,3 M

L'essor britannique signifie que de nouvelles catégories sont progressivement organisées. Le paysage syndical en est modifié: alors qu'en 1885, les mécaniciens ou les chaudronniers constituaient les organisations les plus importantes, en 1900, ce sont celles des travailleurs des transports ou ceux des municipalités. Alors que les syndicats de métier contribuaient à accroître les écarts de salaire, les nouveaux syndicats d'industrie œuvrent à les réduire. Les femmes commencent à être organisées, y compris dans des organisations spécifiques, comme la *Women's Trade Union Association*, fondée en 1889 par Clementina Black, militante précoce de l'égalité des salaires.

Mais en 1901, alors qu'elles représentent 30% de la main-d'œuvre, les femmes ne comptent que pour 8% des effectifs syndicaux. Cela tient à plusieurs facteurs. Nombre d'entre elles travaillent dans des secteurs où l'organisation est difficile en raison de l'isolement (domesticité, agriculture) ou de la faiblesse des traditions (tissage de la laine). Dans certaines industries, comme la mécanique, l'imprimerie ou le filage du coton, on s'oppose à leur emploi et donc à leur syndicalisation. Les pratiques patronales, qui consistent à embaucher des femmes pour tirer les salaires vers le bas, contribuent à cette hostilité, particulièrement vive envers celles qui sont mariées.

Le dirigeant du syndicat du gaz Will Thorne résume ainsi un point de vue sexiste assez répandu: «*Les femmes ne font pas de bons syndicalistes, et pour cette raison nous pensons que nos efforts seront mieux employés à organiser les hommes.*» Cette opposition à l'activité

publique des femmes n'est, chez les trade-unionistes, que le pâle reflet d'une attitude sociale générale, à une époque où les femmes se voient encore refuser l'accès à de nombreuses professions ainsi qu'au droit de vote, malgré les importantes mobilisations des suffragistes et des suffragettes. Pendant la Première Guerre mondiale, 1,5 million de femmes pourvoient des places laissées vacantes dans l'industrie et les services. Surexploitées, souvent victimes d'accidents du travail et d'empoisonnements dans les usines de munition, elles se mobilisent, mènent des grèves et se syndiquent, pour représenter environ un cinquième des effectifs syndiqués en 1918.

La formation du Parti travailliste

À la fin du XIX^e siècle, les trade-unions interviennent dans des couches de salariés toujours plus larges. Cependant, cet essor ne s'accompagne pas d'une radicalisation. Certes, ils participent à des campagnes internationales, comme pour la journée de 8 heures ou le 1^{er} Mai. Un monde ouvrier transnational s'est constitué, en particulier entre les pays anglophones (États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande...). Mais le TUC est opposé au socialisme ainsi qu'au syndicalisme révolutionnaire. Il reste à l'écart de la II^e Internationale, fondée en 1889. Et en Grande-Bretagne, il n'existe pas de véritable parti ouvrier.

Lors des échéances électorales, les militants en sont donc réduits à s'abstenir ou à nouer des ententes avec les Libéraux (politique appelée «*Liberal-Labour*» ou «*Lib-Lab*»). Avec les Conservateurs, ils constituent les deux grands partis du pays. Ils sont moins liés à l'aristocratie et à l'Église anglicane (l'Église d'État) que les premiers, mais tout aussi favorable au capitalisme et à l'Empire; leurs représentants locaux sont souvent des patrons. Les députés Lib-Lab sont ainsi otages d'un parti dont le programme est étranger aux intérêts ouvriers et auquel les trade-unions doivent fréquemment s'affronter. Les socialistes dont, on l'a vu, l'influence a grandi, s'opposent à cette politique de collaboration de classe et militent pour la constitution d'un parti authentiquement ouvrier.

La formation du Labour répond en quelque sorte à cette impasse. Elle se fait en deux temps. D'abord, en 1900, avec la fondation du *Labour Representation Committee* («*Comité de représentation travailliste*», LRC). Ce comité est constitué à l'appel du TUC, en vue des élections législatives de 1900, pour faire élire des députés qui porteront les revendications ouvrières dans l'enceinte parlementaire. La conférence de fondation de février 1900 rassemble également des militants de l'ILP et des groupes socialistes et des Fabiens (une société d'intellectuels de la gauche modérée). Enfin, le LRC compte dans ses rangs des représentants des mutualités et des coopératives, dans la tradition de Robert Owen, de George Jacob Holyoake (1817-1906) et des «*pionniers de Rochdale*». Depuis cette coopérative de

(7) À titre de comparaison, la CGT compte environ 100 000 adhérents en 1902, 300 000 en 1914 et 600 000 en 1918.

consommation fondée en 1844 dans le Lancashire, ce mouvement s'est progressivement organisé dans le nord-ouest de l'Angleterre. Mais la plupart des fondateurs du LRC sont des responsables des trade-unions qui, dans leur majorité, ne veulent pas que le comité soit socialiste. Le LRC parraine des candidats, qui s'engagent à former un groupe parlementaire séparé.

Ensuite, en 1906, ce comité se transforme en parti travailliste. Ses succès électoraux ont été limités. Mais une grande affaire a contribué à renforcer la volonté d'une représentation parlementaire : en 1901, un syndicat de cheminots a été condamné à rembourser les pertes causées par une grève à l'entreprise ferroviaire Taff Vale, au Pays de Galles. Cette jurisprudence, qui fait suite à plusieurs jugements défavorables, menace l'ensemble des trade-unions, qui sont d'autant plus soucieux de peser au parlement. Le Parti travailliste (*Labour party*), constitué en 1906, présente 50 candidats aux élections législatives, dont 29 sont élus. En 1906, le *Trades Disputes Act* (loi sur les conflits du travail) stipule que les syndicats ne peuvent être tenus pour responsables des pertes causées par une grève.

La formation du Parti travailliste

Le nouveau parti n'est pas socialiste ; c'est un parti du « travail », qui n'inscrira dans son programme la collectivisation des moyens de production qu'en 1918, dans le contexte de la radicalisation de l'après-guerre. C'était tout sauf un parti révolutionnaire : le Labour est surtout formé par les trade-unions, avec des objectifs réformistes. Pendant des années, il s'allie avec les Libéraux au gré des scrutins, s'opposant à eux sur certains points, les soutenant sur d'autres. Les origines du Labour permettent donc de comprendre sa nature réformatrice : créé par les trade-unions, il aspire à des améliorations sociales et économiques dans le cadre du capitalisme (sécurité sociale, durée du travail, salaires...), et non à changer l'organisation sociale.

Il existe certes avant-guerre un courant syndicaliste révolutionnaire (*syndicalism*), qui s'exprime notamment pendant la « grande vague ouvrière » (« *great labour unrest* ») de 1910 à 1914. Le pays connaît alors un nombre inédit de grèves (3 165, pour un total de 60 millions de journées de travail perdues) dans les charbonnages, les ports et les chemins de fer, notamment. Elles sont parfois durement réprimées, comme en 1910 dans la Rhondda (Pays de Galles), où les mineurs s'affrontent à la police et à l'armée déployées par le ministre de l'Intérieur Winston Churchill. Les syndicalistes révolutionnaires restent cependant minoritaires, et leur influence est essentiellement locale, comme chez les mineurs du sud du pays de Galles.

Quand la Première Guerre mondiale éclate, le Parti travailliste se rallie à l'Union sacrée et le TUC décrète une trêve dans les grèves. À l'issue du conflit, le Labour bénéficie de l'élargissement important du corps électo-



DR: IHS-CGT

Grève des transports en 1911 à Liverpool. Au centre, Tom Mann.

ral (suffrage universel masculin, droit de vote pour les femmes âgées d'au moins 30 ans) et de la division des Libéraux. Il les remplace comme second grand parti, dans un pays dont le système électoral et parlementaire favorise outrageusement le bipartisme.

Dès 1924, puis 1929, il est en mesure de former des gouvernements appuyés sur des majorités parlementaires relatives. En 1945, il parvient au pouvoir avec la majorité absolue, confortant ainsi cette stature de grand parti de gouvernement qu'il a conservée depuis. Les trade-unions britanniques et le Parti travailliste n'ont jamais été ni marxistes, comme les partis sociaux-démocrates allemand et russe d'avant-guerre, ni réellement marqués par le syndicalisme révolutionnaire, comme la CGT a pu l'être. Le lien congénital des travaillistes avec le TUC s'est maintenu et leur a notamment permis de gouverner à plusieurs reprises dans la seconde moitié du xx^e siècle (1945-1951, 1964-1970 et 1974-1979).

Dans le contexte de la crise des années 1980, Margaret Thatcher et le patronat britannique ont cependant infligé une série de défaites à plusieurs grèves importantes (sidérurgistes en 1980, mineurs en 1984-1985, imprimeurs en 1986-1987). La législation a été modifiée dans un sens anti-syndical et les trade-unions ont vu leurs effectifs fondre, de 13,5 millions de membres en 1979 à 6,5 millions en 2013. Les grèves, plus difficiles à organiser, se sont raréfiées. Les travaillistes ont été écartés du pouvoir pendant dix-huit ans (1979-1997). Mais pour les membres des trade-unions – et pour les salariés en général –, leur retour aux affaires s'est situé sous le sceau de la continuité. Les gouvernements « New Labour » de Tony Blair et Gordon Brown (1997-2010), qui avaient tenté de s'affranchir des trade-unions, n'ont pas rompu avec les politiques thatchériennes et le mouvement ouvrier britannique ne s'est pas encore relevé de ces reculs.

Fabrice BENSIMON,
Université Paris IV-Sorbonne
(Centre d'histoire du xix^e siècle)